

Tous concernés ! Tous solidaires !

Face à la campagne actuelle de désinformation et de dénigrement, les personnels de l'Education Nationale en lutte depuis 2 mois s'adressent à vous pour rétablir certaines vérités sur les 3 points suivants :

- **La décentralisation**

Décidée sans concertation avec les partenaires sociaux, ni consultation des citoyens, et sans vraie demande des collectivités locales, elle aura pour conséquences :

la **diminution du nombre** (déjà restreint) de **personnels qualifiés** dans les établissements, appelés à remplir d'autres fonctions ailleurs : moins d'agents d'entretien, disparition des assistantes sociales, des Conseillers d'orientation, des médecins scolaires. Tous ces professionnels jouent un rôle important dans l'équipe éducative, et personne ne peut les remplacer.

la **privatisation** inéluctable et donc l'**augmentation du prix** des services pour les usagers : entretien, restauration...

l'**augmentation des impôts locaux** (les plus injustes socialement) ; par exemple, la Région Languedoc-Roussillon devrait payer les salaires de 3000 personnes (contre 300 aujourd'hui).

Le seul but de cette réforme, c'est de transférer les charges de l'Etat, et des missions essentielles du service public d'éducation, sur les collectivités territoriales, et de permettre au gouvernement de tenir sa promesse électorale démagogique de baisse des impôts nationaux !

- **La diminution du nombre des fonctionnaires**

Les fonctionnaires ne rempliraient-ils pas des fonctions utiles ? Y aurait-il trop d'infirmières ? Trop de profs ? Trop de chercheurs ? Trop de magistrats ? Trop de postiers ? Non, au contraire, tous les usagers constatent tous les jours la dégradation permanente des services publics et le manque de financement.

Pourtant le gouvernement annonce que la **moitié des fonctionnaires partant à la retraite ne seront pas remplacés**. Cela se traduira inmanquablement, dans l'Education, par une augmentation des effectifs d'élèves par classe, vu la situation démographique de notre région. Déjà, les horaires d'enseignement (en français, en maths, en anglais, en histoire-géo, ...) se sont réduits comme peau de chagrin depuis des années, sans réduction des programmes : est-ce le meilleur moyen pour remédier aux difficultés des élèves ?

Le plan de recrutement pour 5 ans, prévu par le précédent gouvernement a été annulé, le gouvernement préfère recruter au coup par coup que de prévoir les besoins. Mais si chaque élève a moins d'heures de français, de maths,... et que l'on « bourre » les classes, cela fait moins d'enseignants à recruter : nous le constatons chaque année.

Les 26 000 surveillants et aides éducateurs en poste dans l'Education Nationale seront remplacés par 16 000 « assistants d'éducation », soit **10 000 adultes de moins dans les établissements** pour lutter contre les incivilités, l'absentéisme et la violence scolaire.

Il y a de moins en moins de professeurs qualifiés (TZR) pour remplacer les profs absents : actuellement, il faut une absence prévue à l'avance et supérieure à 15 jours pour espérer un remplaçant dans les collèges et lycées. **Ce sera pire dans les années à venir.**

Les remplaçants ne seront plus des professeurs qualifiés, recrutés sur concours, mais des vacataires peu qualifiés, sans formation professionnelle, sous-payés et dépourvus de tous les droits sociaux élémentaires (ni congé maladie, ni congés payés, ni préavis et prime de licenciement !), et ce dès cette année.

L'abandon programmé des écoles maternelles remplacées par des systèmes de garde payante.

- **L'appauvrissement programmé des retraités**

Voulons-nous pour nos enfants des enseignants usés, âgés et découragés ? La plupart des professeurs commencent à cotiser tard : l'âge moyen de réussite aux concours est aujourd'hui de 25,6 ans. Un professeur doit en effet faire de longues études (au moins Bac +4) et se former avant de commencer à travailler. Aujourd'hui, 33 % seulement des professeurs totalisent 37,5 annuités à 60 ans, et 61 % n'ont que 35 annuités. S'il faut cotiser 40 ou 42 ans, nous enseignerons encore aux enfants à 65 ans, mais dans quel état ? Serons-nous encore performants et ouverts aux nécessaires innovations pédagogiques ? A-t-on mesuré les conséquences sur la sécurité sociale ? (maladies plus nombreuses, ...).

Voulons-nous revenir à la situation des années 1960, où vieillesse était synonyme de pauvreté ? Si nous partons à la retraite à 60 ans, nous perdrons comme de nombreux salariés, jusqu'à 33 % de notre pension par

rapport à la situation actuelle. Lorsque les mesures « Balladur » s'appliqueront complètement dans le privé, le niveau de vie des retraités aura diminué de plus de 25 % en moyenne par rapport à ce qu'il était en 1993 : où est le progrès ? Et les sociologues nous apprennent que les grands-parents d'aujourd'hui, qui jouissent d'un niveau de retraite jamais atteint jusqu'à présent, aident largement leurs enfants et petits-enfants à démarrer dans la vie. Nous serons bien incapables d'en faire autant pour nos propres enfants et petits-enfants.

On nous incitera fiscalement à capitaliser pour financer notre retraite. Ce qui veut dire que l'Etat s'appauvrira pour permettre à ceux qui en auront les moyens d'épargner, chacun pour soi et pour le plus bénéfice des sociétés d'assurances-vie et des gestionnaires de placements financiers. Est-ce bien cela, « sauver la retraite par répartition » ? **Voulons-nous confier notre avenir à des sociétés financières comme Enron ?**

Enfin, n'est-il pas absurde de maintenir au travail des fonctionnaires âgés, **alors que tant de jeunes diplômés attendent au chômage** et languissent dans de petits boulots précaires et sous-payés ? On sait d'ailleurs que dans le secteur privé, tous les plans sociaux touchent en priorité les plus de 50 ans et que la pré-retraite à 55 ans est devenue un moyen courant de « gestion des ressources humaines ». D'ailleurs, un salarié âgé coûte plus cher qu'un jeune.

Pourtant, d'autres choix existent, dont on n'entend que rarement parler dans les médias, comme l'augmentation ou même la réforme de l'assiette des cotisations.

Quelques chiffres à méditer (extraits du rapport Charpin) : pour maintenir un régime de retraite de répartition, avec une pension égale pour tous (public et privé) à 75 % du meilleur salaire et après 37,5 annuités de cotisation, il en coûtait en 2000, 11,6 % du PIB (richesse nationale) ; il en coûtera la même chose en 2010 (où est l'urgence à réformer ?), 13,6 % du PIB en 2020 et 15 à 16 % en 2040, en prenant les hypothèses les plus défavorables (stagnation des naissances, 10% de chômage, croissance faible,...).

La France ne peut-elle pas se permettre de consacrer 4 % de plus de sa richesse à maintenir la solidarité entre les générations ? Sans compter l'amélioration continue de la productivité et l'enrichissement global qui en résulte (le PIB a doublé dans les 50 dernières années) : comment seront répartis entre les Français les bénéfices de la croissance nationale ? Si l'on donnait le choix aux Français d'augmenter leurs cotisations de 0,3 % par an pendant 37,5 ans ou de travailler plus longtemps pour une retraite amputée de 30 %, que choisiraient-ils ? Et que dire des exonérations des cotisations patronales qui représentent plus de 40% des ressources nécessaires au régime général ?.

Notre mouvement n'a donc pas pour but de défendre des intérêts catégoriels, **mais de lutter contre une régression sociale de grande ampleur** qui se pare du nom de « réforme ». Il s'agit de savoir quelle société nous voulons pour nous et nos enfants. Nous rejetons une société individualiste à l'anglo-saxonne, qu'on nous présente comme un modèle. Nous rejetons le dogme libéral de la « nécessaire réduction des dépenses publiques », dont personne n'a jamais prouvé qu'elle était bénéfique à l'économie. Les dépenses publiques produisent de la croissance et elles génèrent de la **solidarité** : entre jeunes et vieux, entre malades et bien-portants, entre actifs et retraités, entre urbains et ruraux, entre salariés et chômeurs,...

C'est pour défendre ce « modèle social », que l'on souhaiterait européen, que **nous appelons tous les citoyens à nous soutenir et à nous rejoindre. La Fonction Publique n'est pas seule en cause, c'est toute la société qui est concernée et qui devrait se mobiliser.**

Voilà pourquoi les personnels de l'Education Nationale sont en grève depuis 2 mois et ont multiplié des manifestations d'une ampleur inégalée, avec les personnels de la Fonction Publique, les salariés du privé, les parents d'élèves, les étudiants, les lycéens

Voilà pourquoi nous appelons à une mobilisation interprofessionnelle exceptionnelle le mardi 3 juin, qui permettra d'amplifier encore ce mouvement pour le retrait des plans Fillon et Ferry, et l'ouverture de véritables négociations.

Voilà pourquoi nous vous demandons votre soutien et votre participation.

***FSU, UNSA-Education, FERC-CGT,
SGEN-CFDT, FNEC FP-FO, SUD, SNETAA.***